



UNSA POLICE

Affilié à

Union Nationale des Syndicats Autonomes

25 rue des tanneries 75 013 PARIS

mail : police@unsa.org - Site : <http://police.unsa.org>

Tél: 01 43 40 64 27 – Fax : fax@unsapolice.com

Paris, le 9 mars 2018

Hypocrisie pour Théo

Ce vendredi 9 mars, une manifestation de soutien envers Théo et contre les violences policières est prévue devant le bureau national du syndicat Alliance.

L'affaire dite "Théo", qu'on ne présente plus, n'est toujours pas jugée. Elle présente néanmoins toutes les caractéristiques d'un fiasco.

C'est l'histoire d'une fake news, largement relayée sur les seuls dires d'une seule des parties, hors de tout procès, afin de critiquer l'action de la police. Mais tout s'est effondré après la diffusion, par Europe 1, de la vidéo de surveillance qui a filmé la scène autour de l'interpellation dudit Théo.

Cette vidéo a permis de constater que la version de Théodore Luhaka était en réalité un mensonge, forçant même ce dernier à revenir sur ses déclarations. Toutes les organisations syndicales de la police se sont élevées contre cette atteinte aux droits des policiers.

Ce vendredi 9 mars, pourtant, un comité de soutien entend manifester contre les accusations de mensonge à l'encontre de Théodore Luhaka. Leur décision se porte sur une manifestation devant les locaux du syndicat Alliance.

Cette manifestation aurait pu avoir lieu devant les locaux de n'importe quel autre organisation syndicale policière. L'UNSA Police apporte sa solidarité à Alliance et demande des mesures de protection fortes afin d'empêcher et réprimer tout débordement qui pourrait se produire.

« La manifestation devant les locaux d'Alliance est une pression envers la liberté d'expression des représentants du personnel. Avec une vidéo aussi accablante, cette démonstration d'hypocrisie conforte la thèse selon laquelle l'affaire Théo n'est qu'un prétexte pour nuire à la police et l'empêcher de faire son travail.

Si la police est combattue et repoussée à Aulnay-Sevrans, c'est en raison du trafic de stupéfiants qui s'y pratique. Nous demandons au ministre de l'Intérieur de renverser la pression qui s'exerce sur notre institution à travers des opérations anti-drogues massives et répétées sur cette zone.»

**-Philippe Capon, secrétaire général de l'UNSA Police,
& secrétaire général de l'UNSA FASMI**